



**HAL**  
open science

## Archives d'ouvrières : les fonds du Centre d'Histoire du travail de Nantes

Eve Meuret-Campfort

► **To cite this version:**

Eve Meuret-Campfort. Archives d'ouvrières : les fonds du Centre d'Histoire du travail de Nantes. *Entreprises et Histoire*, 2022, 107, pp.149-152. 10.3917/eh.107.0149 . hal-03921865

**HAL Id: hal-03921865**

**<https://hal.science/hal-03921865>**

Submitted on 26 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Archives d'ouvrières : les fonds du Centre d'Histoire du travail de Nantes**

Eve Meuret-Campfort

*(pre-print)*

Le Centre d'histoire du travail (CHT) de Nantes collecte et valorise, depuis plus de 40 ans, les archives du monde du travail ouvrier et paysan de Loire-Atlantique<sup>1</sup>. Situé sur le site des anciens chantiers navals en plein cœur de la ville, ce centre d'archive a peu d'équivalents en France et constitue, pour la région nantaise, un lieu de ressources essentiel pour toute personne intéressée par l'histoire militante locale. Outre le classement et la mise à disposition des fonds que les structures syndicales locales et les militant.es disposant de fonds privés y déposent, le CHT édite des ouvrages, organise des manifestations publiques, met à disposition une bibliothèque riche et régulièrement alimentée et anime un blog « Fragments d'histoire sociale en Pays de Loire »<sup>2</sup>.

Pour qui désire, comme je l'étais pour ma thèse de doctorat en sociologie réalisée à l'Université de Nantes<sup>3</sup>, travailler sur l'histoire des conflits sociaux d'une entreprise de la région, les fonds du CHT se révèlent très riches. La présentation des fonds concernant l'usine de confection de lingerie Chantelle de Saint-Herblain (44) vise ici à montrer le grand intérêt des archives syndicales du quotidien pour l'étude du militantisme syndical, et plus largement des entreprises.

### L'usine Chantelle : des ouvrières en lutte

Chantelle est une entreprise française de lingerie, connue essentiellement pour sa marque éponyme développée dans les années 1950 avec son produit phare, la gaine. Les années 1960 sont celles du développement des soutiens gorges et de plusieurs usines de confection en France, dont celle de Saint-Herblain, en périphérie nantaise, en 1966. Le positionnement haut de gamme de la marque la protège du déclin déjà entamé de l'industrie textile française et ce n'est que dans les années 1980 que la délocalisation de la production s'accélère dans l'entreprise, jusqu'à la disparition de quasiment toutes ses forces de production en France.

Alors que l'usine vient d'ouvrir, les ouvrières, principalement mécaniciennes en confection et majoritaires dans l'usine, participent aux grèves de mai-juin 1968 et créent une section CFDT

---

<sup>1</sup> <https://www.cht-nantes.org/>

<sup>2</sup> <https://histoiresocialepdl.wordpress.com/>

<sup>3</sup> Meuret-Campfort Eve, Lutter « comme les mecs ». Le genre du militantisme dans une usine de femmes, Editions du Croquant, Collection « SocioPo », 2021.

dans la foulée. Un syndicat CGT suit en 1972 créé par d'autres ouvrières issues de « familles CGT ». Les deux organisations connaissent des taux de syndicalisation très élevés jusqu'à la fermeture de l'usine et les ouvrières participent activement aux élections professionnelles. Après des années 1970 émaillées de nombreux débrayages et quelques grèves plus longues, les ouvrières mènent leur première « grande grève » à l'hiver 1981-1982 : la grève générale dure deux mois, elles occupent leur usine nuit et jour pendant cinq semaines et séquestrent leur directeur une après-midi pour de meilleures conditions de travail et de salaire.

Cette lutte, vécue comme victorieuse, se poursuit par une période plus difficile : les effectifs baissent, la répression sur les ouvrières se durcit, les luttes se font de plus en plus sur le terrain juridique et dans les réunions des comités centraux d'entreprise au siège parisien. L'annonce de la fermeture en novembre 1993 crée un choc parmi les 200 salariées de l'usine – 195 femmes y travaillent, dont 88% d'ouvrières. Un conflit d'un an s'engage alors dans l'usine, mais aussi dans les rues de Nantes et Saint-Herblain, les réunions avec le directeur des ressources humaines, ou dans les locaux de l'inspection du travail. L'usine ferme malgré tout à la fin de l'année 1994. Les ouvrières partent en préretraite, en « congé de conversion », notamment dans des métiers des services aux personnes, travailler pour un repreneur qui ferme six ans plus tard ou pour une nouvelle usine Chantelle ouverte à Couëron qui reprend une quarantaine de personnes. Ce site ferme à son tour en 2005, après, là encore, un an de lutte menée par les vingt-sept salariées restantes et la section CGT qui s'était remontée dans cette usine.

#### Les fonds « Chantelle » du Centre d'histoire du travail

Les archives concernant l'usine Chantelle sont dispersées dans plusieurs fonds. D'abord, on les trouve dans les fonds des unions départementales CGT et CFDT au titre du suivi des activités syndicales de l'entreprise par les permanents syndicaux de ces UD. Le fond de l'UD CGT de Loire-Atlantique est riche car trois boîtes sont consacrées à Chantelle, signe d'un investissement précoce et durable de cette organisation, en particulier en la personne de Serge Doussin, secrétaire général de l'UD CGT 44 de 1985 à 2007. L'UD CFDT de Loire-Atlantique a conservé des documents liés à l'usine dans deux boîtes consacrées au suivi des entreprises du secteur Habillement-Cuir-Textile. Surtout, on trouve la plus grande partie des archives – et la plus intéressante – dans les fonds des deux sections syndicales de l'usine. Annie Guyomarc'h, déléguée syndicale de l'usine Chantelle de 1972 à 2005 a déposé les archives de la section qui se composent de 24 boîtes. Du côté de la CFDT, le fonds de la section se confond avec celui de l'union locale et comprend 12 boîtes, sans que l'on sache si ces fonds ont été déposés par une des militantes CFDT ou récupérées par l'Union locale. D'autres dossiers concernant l'usine

sont à consulter dans le fond de l'union locale CGT de Nantes ou dans celui de l'union régionale interprofessionnelle de la CFDT. Enfin, les archives de l'association « Autour d'elles » (deux boîtes) sont précieuses : il s'agit des matériaux d'un documentaire intitulé « Rue des filles de chez Chantelle », réalisé par des militantes féministes sur le conflit contre la fermeture de l'usine en 1993-1994. On y trouve, outre des documents généraux relatifs à ce projet documentaire et à la lutte, les rushs des images tournées pendant ce conflit (avant le montage), des entretiens enregistrés et retranscrits avec des ouvrières au sujet de leurs trajectoires personnelles, professionnelles et militantes. Je me concentrerai dans la suite de cette rubrique sur les archives syndicales qui constituent le cœur des fonds accessibles sur cette usine.

### Des archives du militantisme quotidien

Que trouve-t-on dans ces archives syndicales ? De manière assez classique, on y trouve des archives que l'on pourrait qualifier de « politiques » : tracts, communiqués, journaux syndicaux exposant les idées et les revendications des sections syndicales, mais aussi des structures locales, fédérales ou nationales des organisations syndicales lors de campagnes de sensibilisation diverses. La comparaison de ces discours politiques d'un niveau organisationnel à l'autre révèle par exemple les enjeux de lutte propres à l'usine comme les questions de discipline ou de contestation du salaire au rendement, peu présentes dans les tracts nationaux.

Ces archives offrent également une plongée dans les relations professionnelles à l'échelle d'une usine : comment les ouvrières investissent-elles les instances représentatives du personnel ? Comment les dirigeants se positionnent-ils face à leurs demandes ? Les comptes-rendus de réunions de comité d'établissement, de comités hygiène, santé et conditions de travail, de comités centraux d'entreprise et toute la correspondance qui entoure ces espaces de dialogue social renseignent sur les espaces de négociation et de pouvoir que les militantes syndicales parviennent à obtenir. Du point de vue d'une sociologie du syndicalisme, ces documents, pris dans le temps long, permettent de retracer l'installation de la conflictualité dans l'usine et de déconstruire une vision éruptive des grèves et conflits en les réinscrivant dans l'histoire des relations patron/ouvrières. Par exemple, le conflit de l'hiver 1981-1982 dans l'usine ne se comprend que si l'on ne retrace la progressive montée en tension dans les relations avec le directeur de l'usine les deux années qui précèdent, tension qui se sent nettement dans les comptes-rendus de réunion, les petites sanctions prises au quotidien contre les syndicalistes ou encore l'évolution du règlement intérieur de l'usine. Ces archives conduisent aussi à une appréhension fine de phénomènes plus généraux comme le renforcement progressif du pouvoir patronal central par rapport aux directeurs de site et la place cruciale prise par le comité central

d'entreprise face aux stratégies de déploiement mondial de la main d'œuvre, comme c'est le cas ici à partir des années 1980. La contestation locale ne suffit plus face aux stratégies globales du groupe Chantelle et les déléguées de l'usine de Nantes « montent » de plus en plus régulièrement à Paris pour rencontrer la direction générale.

Par ailleurs, ces archives donnent accès à des informations nombreuses et précises sur l'entreprise elle-même, ressource particulièrement utile quand les archives de l'entreprise elle-même ne sont pas accessibles. Bilans sociaux de 1981 à 2004 – donnant des informations aussi diverses que les effectifs précis par site, la rémunération, les accidents du travail, etc. –, rapports présentés devant le comité central d'entreprise – résultats économiques et commerciaux, situation des commandes, de l'emploi, des stocks, informations sur la part de sous-traitance, etc. –, rapports de la Secaphi-Alpha, cabinet d'expertise-comptable engagé par les élues au comité central d'entreprise contestant les argumentations commerciales et financières de la direction justifiant les réductions d'effectifs en France.

Enfin, quelques documents sériels permettent une vision sur le temps long, au premier rang desquels les résultats aux élections professionnelles qui sont disponibles pour quasiment toute l'existence de l'usine. Il est possible de retracer des carrières d'élues du personnel, d'évaluer la concentration des postes dans les mains d'une poignée de militantes ou au contraire, les moments de renouvellement des équipes syndicales. On peut aussi par ce biais approcher des formes d'engagement peu visibles comme les militantes qui acceptent d'être inscrites sur les fins de listes syndicales sans prétendre occuper des fonctions. Cette approche fine des archives permet de pallier en partie au caractère forcément partiel d'une analyse par celles et ceux qui laissent des écrits et d'entrevoir la vie syndicale de l'usine faite de rendez-vous informels, de relations sociales et d'engagements de degrés très divers.

Quand on sait que les archives syndicales sont parfois éparpillées dans les locaux des syndicats, pas toujours accessibles facilement, et surtout pas toujours classées, le Centre d'histoire du travail apporte une contribution majeure à l'histoire militante locale. Toute personne peut venir consulter ces fonds en se rendant au centre sur ses horaires d'ouverture mais il est préférable de solliciter au préalable les archivistes du centre dont la très bonne connaissance des fonds est un appui précieux.

Centre d'histoire du travail

Ateliers et Chantiers de Nantes

2bis, boulevard Léon-Bureau

44200 Nantes

02 40 08 22 04

Contact@cht-nantes.org